



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-2023-059

**modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-2077 modifié
autorisant la société MONIER SAS à exploiter une tuilerie
sur le territoire de la commune de Limoux (11)
et fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse**

**Le préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021 nommant Monsieur Thierry BONNIER, préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 2 juin 2023 portant nomination de Madame Edwige DARRACQ en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-031 donnant délégation de signature à Madame Edwige DARRACQ, sous-préfète, chargée de la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée n° 21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n° DDTM-SEMA-2021-0067 définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département de l'Aude en date du 19 juillet 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-11-2077 du 21 juillet 2005 autorisant la société LAFARGE COUVERTURE à exploiter une tuilerie sur la commune de LIMOUX au lieu-dit Massia ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-11-2449 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2005-11-2077 du 21 juillet 2005 autorisant la société LAFARGE COUVERTURE à exploiter une tuilerie sur la commune de Limoux au lieu-dit Massia ;

Vu le récépissé préfectoral de changement de raison sociale du 20 novembre 2008 au bénéfice de la société MONIER ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014183-0023 portant obligation de constitution de garanties financières pour la mise en sécurité, en cas de cessation d'activité, des installations du site de la Société MONIER au lieu-dit Massia à LIMOUX ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

Vu le rapport transmis le 16 juin 2023 de l'inspection des installations classées, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par voie dématérialisée le 16 juin 2023 ;

Vu les observations présentées sur ce projet par l'exploitant en date du 19 juin 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

Considérant que l'établissement prélève pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement sont réalisés :

- dans la masse d'eau « Nappe des Alluvions de l'Aude amont » pour le prélèvement par forage,
- dans la masse d'eau « Calcaires, marno-calcaires et schistes du massif de Mouthoumet » pour le prélèvement en AEP ;

Considérant que la consommation d'eau du site par le poste d'engobage, installation permettant de colorer les tuiles qui consomme la majeure partie de l'eau, a été réduite de 25 % en 2019 et que ces économies résultent du recyclage des eaux d'engobage réutilisées pour humidifier les argiles ;

Considérant que l'exploitant a un projet d'augmentation du recyclage des eaux du poste d'engobage d'environ 40 % des eaux actuellement non recyclées qui devrait être mis en place fin 2023 début 2024 ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société MONIER SAS, exploitant une installation de fabrication de tuile, sise Lieu-dit « Massia », route Saint Polycarpe sur la commune de Limoux (11300), sont soumis aux prescriptions complémentaires suivantes lorsque dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :

- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau ;
- limiter des rejets polluants.

ARTICLE 2 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-2077 du 21 juillet 2005 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource utilisée	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) ¹	Débit de prélèvement maximal journalier (m³/jj)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal ¹	Vigilance	Alerte (- 5%)	Alerte renforcée (- 15%)	Crise (- 25%)
Eau souterraine	Nappe des Alluvions de l'Aude amont	FRDG366	40 000	114	114	109	97	88
Réseau d'eau potable	Calcaires, marno-calcaires et schistes du massif de Mouthoumet	FRDG502	1 200	3,5	3,5	3,3	2,9	2,6

Le prélèvement pour un usage sanitaire est estimé à 4 800 m³/an.

Les niveaux de prélèvements ci-dessus peuvent être modifiés par décision préfectorale.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaire au suivi de sa consommation d'eau.

Tous les points de prélèvement des eaux doivent être équipés de dispositifs de mesures et d'enregistrement des quantités d'eau prélevées.

Les résultats sont enregistrés chaque semaine.

¹ Les valeurs « prélèvement annuel » et « normal » sont données à titre d'information sans préjudices des valeurs autorisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

L'usage du réseau d'eau d'incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. »

ARTICLE 3 - MESURES DE RESTRICTIONS

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.

Niveau de gestion sécheresse	Mesures
Vigilance	<ul style="list-style-type: none"> Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance Sensibilisation du personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau selon une procédure écrite et affichée sur site Limitations volontaires des usages de l'eau Définition d'un programme renforcé d'autosurveillance des effluents Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d'eau et consignation sur un registre
Alerte	<ul style="list-style-type: none"> Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte Mesures définies pour le niveau de vigilance Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents, Mise en œuvre du programme de renforcement de l'autosurveillance défini au seuil de vigilance Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité
Alerte renforcée	<ul style="list-style-type: none"> Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte Mesures définies pour le niveau d'alerte Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau AEP, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines...) volumes hebdomadaires d'eau rejetés en précisant les différents milieux de rejet le cas échéant, volumes hebdomadaires d'eau consommées les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau prélevés pour le mois à venir en différenciant les sources de prélèvement, les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau rejetés pour le mois à venir les périodes d'arrêt programmés à court terme une comparaison commentée des volumes prélevés avec les volumes moyens prélevés des trois dernières années

Niveau de gestion sécheresse	Mesures
Crise	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte • Mesures définies pour le niveau d'alerte • Les cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt des lignes de production

ARTICLE 4 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 4 avec le cas échéant de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 - INFORMATION DES TIERS

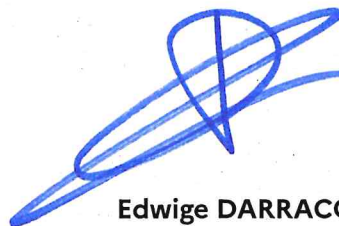
Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Limoux sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Limoux et à la société MONIER SAS, dont le siège social est situé 23-25, rue du Dr Lannelongue à Paris (75014).

Fait à Carcassonne le **22 JUIN 2023**

Pour le préfet, et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission



Edwige DARRACQ

SS JUL 5033